

No. 38117

**Spain
and
Gabon**

Agreement between the Kingdom of Spain and the Gabonese Republic for the promotion and protection of investments. Madrid, 2 March 1995

Entry into force: *12 December 2001 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Spain, 5 February 2002*

**Espagne
et
Gabon**

Accord portant sur la promotion et la protection des investissements entre le Royaume d'Espagne et la République gabonaise. Madrid, 2 mars 1995

Entrée en vigueur : *12 décembre 2001 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Espagne, 5 février 2002*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD PORTANT SUR LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Le Royaume d'Espagne et la République Gabonaise, ci après dénommés "Parties Contractantes",

Désireux de développer et d'intensifier la coopération économique dans l'intérêt mutuel des deux pays,

Soucieux de créer des conditions favorables à l'investissement par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre, et

Reconnaissant qu'un accord sur la Promotion et la Protection des Investissements est susceptible de stimuler l'initiative économique,

Article 1. Définitions

Aux fins du présent Accord,

1. Le terme "Investisseur" désigne pour chacune des Parties Contractantes :

a) toute personne physique qui possède la nationalité de l'une des Parties Contractantes au regard de ses lois relatives à la nationalité;

b) toute personne morale y compris les sociétés ou groupe de sociétés et toute autre organisation commerciale constituée conformément à la législation de l'une des Parties Contractantes et ayant son siège social sur le territoire de cette Partie Contractante;

et qui effectue des investissements sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. Le terme "investissement" désigne toutes sortes d'actifs, y compris les biens et les droits de tout genre, acquis ou investis dans le pays récepteur de l'investissement.

Seront considérés notamment, mais pas exclusivement comme des investissements:

a) les actions et autres formes de participation dans les sociétés;

b) les droits découlant de toutes formes de contributions visant à créer une valeur économique, y compris toute forme de prêts consentis dans ce sens;

c) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits tels que hypothèques, gages, usufructs, etc.

d) les droits de propriété intellectuelle, les brevets d'invention, marques de commerce, licences et tout autre droit incorporel semblable;

e) Le droit de s'engager dans toute activité économique ou commerciale reconnue par la loi ou par un contrat, et particulièrement le droit d'entreprendre des recherches, de cultiver, extraire ou exploiter les ressources naturelles.

Toute modification de la forme dans laquelle les avoirs sont investis ou réinvestis n'affecte nullement leur caractère d'investissement.

3. Le terme "revenu" désigne toute recette rapportée par un investissement tel que défini ci-dessus, et particulièrement mais non exclusivement, tout profit, dividende, intérêt, plus-value et redevance sur les droits de propriété intellectuelle et les rémunérations pour prestations de services dans le domaine de la gestion ou de l'asistarice technique.

4. Le terme "territoire" désigne l'ensemble du territoire tel qu' il est délimité par les frontières terrestres, aériennes et maritimes de chacune des Parties Contractantes, y compris la zone économique exclusive et la plate-forme continentale qui s'étend hors des limites des eaux territoriales de chacune des Parties Contractantes sur lesquelles celles-ci ont des droits souverains et juridictionnels, afin d'exploiter, d'explorer et de conserver les ressources naturelles selon le Droit International.

Article 2. Promotion et Acceptation

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à encourager, les investissements à effectuer sur son territoire par les investisseurs de l' autre Partie Contractante. Ces investissements sont acceptés selon la législation en vigueur.

2. En vue d' encourager la circulation des investissements, les deux Parties Contractantes, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, s'informeront mutuellement des possibilités d'investissement sur leurs territoires respectifs.

3. Chacune des Parties Contractantes octroie des permis nécessaires liés auxdits investissements. Elle permet aussi, conformément à sa législation, l'exécution des contrats de travail relatifs aux licences de fabrication, d'assistance administrative, financière, commerciale et technique.

4. Chacune des Parties Contractantes accorde, selon sa législation, les autorisations nécessaires liées aux activités des consultants et experts engagés par les investisseurs de l'autre Partie Contractante.

5. Le présent Accord s' applique également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l' une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre.

Article 3. Protection

1. Chacune des Parties Contractantes s'engage à protéger sur son territoire les investissements et les revenus des investisseurs de l'autre Partie Contractante. Aucune des Parties Contractantes ne compromet par des mesures injustifiées et discriminatoires, la gestion, le développement, le maintien, l'expansion, l'usage, la vente, et, le cas échéant, la liquidation desdits investissements.

2. Chacune des Parties Contractantes s'acquitte de tout engagement pris relativement à un investissement effectué par des investisseurs de l'autre Partie Contractante.

Article 4 . Clause de la Nation la Plus Favorisée et Traitement National

1. Chacune des Parties Contractantes garantit sur son territoire, selon le Droit International, un traitement juste et équitable aux investissements de l' autre Partie Contractante.

2. Ce traitement ne sera pas moins favorable que celui accordé, dans des circonstances semblables, aux investisseurs des pays tiers.

3. Les dispositions relatives à la clause de la Nation la plus Favorisée n'obligent nullement l'une des Parties Contractantes à octroyer aux investissements de l'autre Partie l'avantage de tout traitement, toute préférence ou tout privilège qu'elle accorde en vertu des obligations prises dans le cadre;

a) de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique internationale,

b) d'une convention tendant à éviter la double imposition fiscale ou de toute autre convention en matière fiscale.

4. A l'exception des domaines spécifiquement réservés, selon des dispositions légales, aux investisseurs nationaux, chaque Partie Contractante appliquera aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs.

Article 5. Indemnisation En Cas de Nationalisation Ou D'expropriation

1. La nationalisation, l'expropriation ou toute autre mesure de même nature (ci-après dénommée "expropriation") qui peut être appliquée par les autorités de l'une des Parties Contractantes contre les investissements réalisés sur son territoire par les investisseurs de l'autre Partie Contractante, intervient exclusivement pour des raisons d'intérêt public, conformément à la loi, d'une manière non discriminatoire, pourvu qu'elle soit accompagnée par le paiement à l'investisseur ou au bénéficiaire légal d'une compensation prompte, juste et efficace.

2. La compensation doit correspondre à la valeur commerciale qu'avait l'investissement immédiatement avant l'expropriation au avant que l'annonce de cette expropriation soit rendue publique. Elle doit être payée sans retard, en monnaie convertible. Elle doit également être effectivement réalisable et librement transférable.

3. L'investisseur lésé a le droit, dans le cadre de la législation en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante expropriante, de faire recours à la justice ou à toute autre autorité compétente de ladite Partie Contractante pour une prompte révision de son cas, en vue de déterminer si une telle expropriation ou toute compensation y relative sont conformes aux dispositions du présent Article.

4. Lorsqu'une Partie Contractante exproprie les avoirs d'une société constituée ou créée en vertu de la législation en vigueur dans n'importe quelle Partie de son territoire, et dont des parts ou des actions appartiennent à des investisseurs de l'autre Partie Contractante, la Partie Contractante assure l'application des dispositions du présent article afin d'assurer aux investisseurs de l'autre Partie Contractante le paiement d'une indemnité adéquate et effective, conformément aux principes de Droit International. Le montant des indemnités correspondra à la valeur réelle des investissements concernés à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Article 6. Indemnisation En Cas de Perte

Les investisseurs de l'une ou l'autre des Parties Contractantes dont les investissements au les revenus sur le territoire de l'autre Partie Contractante subissent des pertes pour cause de guerre ou d'autre conflit armé, état d'urgence nationale, révolte, soulèvement ou autre circonstance semblable, y compris les pertes liées aux mesures de réquisition, bénéficient, pour ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation, ou d'autres règlements, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé par ladite Partie Contractante à ses propres investisseurs ou à des investisseurs d'un Etat tiers. Tout paiement consenti en vertu du présent Article sera juste, efficace et librement transférable.

Article 7. Transfert

1. En ce qui concerne les investissements réalisés sur son territoire, chacune des Parties Contractantes garantit aux investisseurs de l'autre Partie Contractante le libre transfert des paiements liés à leurs investissements et leurs revenus, y compris particulièrement et non exclusivement :

- a) les revenus sur les investissements, tel que définis à l'Article 1;
- b) les indemnités prévues par les dispositions des Articles 5 et 6;
- c) le produit de la vente ou de la liquidation, totale ou partielle d'un investissement;
- d) les versements afférents au remboursement d'emprunts liés à un investissement;
- e) les fonds visant à maintenir ou à développer l'investissement, tels que ceux nécessaires à l'achat des matières premières et auxiliaires des produits finis ou semi-finis, ainsi que le remplacement de l'actif immobilisé;
- f) les salaires perçus et autres compensations reçues par les ressortissants de l'une ou de l'autre des Parties contractantes pour le travail ou les services effectués sur le territoire de l'autre Partie Contractante et liés à l'investissement.

2. La Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé garantit à l'investisseur de l'autre Partie Contractante, ou à la société dans laquelle il a investi, l'accès au marché de change sur une base non discriminatoire afin que cet investisseur puisse acheter les devises étrangères nécessaires à d'éventuels transferts conformément au présent Article.

3. Les transferts visés au présent Article se font en monnaie librement convertible et au respect des lois de taxation en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante qui reçoit l'investissement.

4. Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter la procédure nécessaire aux transferts sans retard, selon les pratiques des centres financiers internationaux.

5. Les Parties Contractantes acceptent d'accorder aux transferts mentionnés dans le présent Article un traitement non moins favorable que celui qu'elles accordent aux transferts liés aux investissements réalisés par les investisseurs de tout Etat tiers.

Article 8. Termes Préférentiels

1. Lorsque les obligations du Droit International existantes ou sur le point d'être conclues par l'une des Parties Contractantes en marge du présent Accord, contiennent une clause à caractère général ou spécifique permettant aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante de bénéficier d'un traitement plus favorable que celui prévu par le présent Accord, une telle clause devra, dans la mesure où elle est plus avantageuse, prévaloir par rapport au présent Accord.
2. Le présent Accord n'influence nullement les termes à caractère plus favorable conclus entre l'une des Parties Contractantes et des investisseurs de l'autre Partie Contractante.

Article 9. Subrogation

1. Lorsque l'investisseur de l'une des Parties contractantes reçoit de son Etat d'origine ou de l'un de ses organismes d'assurance les indemnités qui lui sont versées en vertu d'une police d'assurance qu'elle a préalablement contractée, l'autre Partie Contractante reconnaît la subrogation de l'assureur dans les droits de l'investisseur indemnisé.
2. Les droits et actions ainsi transférés se limitent au montant des indemnités versées à l'investisseur par son pays d'origine et couvrant les risques non commerciaux.
3. En ce qui concerne le droit de propriété, d'utilisation et les autres droits réels, la subrogation se produira conformément à la législation en vigueur sur le territoire de la Partie Contractante où l'investissement a été réalisé.

Article 10. Règlement des Différends Entre Les Parties Contractantes

1. Tout différend entre les Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est, dans la mesure du possible, réglé par voie diplomatique.
2. Si les Parties Contractantes n'arrivent pas à un règlement à l'amiable dans un délai de six mois à compter de la date du début des négociations, le différend sera soumis, à la demande de l'une ou de l'autre des Parties Contractantes à un tribunal arbitral.
3. Le tribunal arbitral est constitué de la manière suivante :
 - chacune des Parties Contractantes désigne un arbitre, et les deux arbitres choisissent un ressortissant d'un Etat tiers qui est le Président. Les deux arbitres sont nommés dans un délai de trois mois et le Président dans un délai de cinq mois après notification par l'une des Parties Contractantes de la requête en arbitrage.
4. Si, dans les délais prévus au paragraphe 3 du présent Article, les membres du tribunal arbitral n'ont pas été désignés, l'une ou l'autre des Parties Contractantes peut, en l'absence d'autres accords, demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder aux nominations. Si celui-ci est un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes, ou s'il est empêché pour quelque cause que ce soit, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice est autorisé à procéder aux nominations. Si le Vice-Président est un ressortissant de l'une ou l'autre des Parties Contractantes ou s'il est lui aussi empêché, le membre d'internationale de Justice le plus ancien qui n'est pas un ressortissant de l'une ou l'autre Parties Contractantes est autorisé à le faire.

5. Le tribunal arbitral rend ses décisions sur la base du respect de la loi, des règles du présent Accord ou de tous les autres Accords en vigueur entre les Parties Contractantes, ainsi qu'au respect des principes de Droit international universellement reconnus.

6. Si les Parties Contractantes ne décident pas autrement, le tribunal établit sa propre procédure.

7. Le tribunal prend ses décisions à la majorité des voix. Ses décisions ont un caractère définitif et s'imposent aux deux Parties Contractantes.

8. Chacune des Parties Contractantes supporte les frais de son arbitre et les frais relatifs à sa participation à la procédure d'arbitrage. Les autres frais, y compris ceux du Président, sont supportés équitablement par les deux Parties Contractantes.

Article 11. Différend entre l'une des Parties Contractantes et les Investisseurs de l'autre Partie contractante

1. Tout différend, entre l'une des Parties Contractantes et un investisseur de l'autre Partie Contractante, relatif à un investissement, est soumis par écrit, avec une notification détaillée, par l'investisseur à la Partie Contractante sur le territoire où l'investissement a été réalisé. Ce différend doit, dans la mesure du possible, être réglé à l'amiable.

2. Si le différend n'a pas pu être réglé à l'amiable dans un délai de six mois à compter de sa date de notification écrite mentionnée au paragraphe 1, il sera soumis selon le choix de l'investisseur :

a) à toute juridiction compétente de la Partie Contractante qui a reçu ses investissements;

b) au tribunal ad hoc constitué selon le Règlement d'Arbitrage de la Commission des Nations Unies sur le Droit du Commerce International;

c) au Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements (CIRDI), institué par la "Convention sur le règlement des différends relatifs aux investissements entre les Etats et les Ressortissants d'autres Etats", signée à Washington le 18 Mars 1965, au cas où les deux Parties Contractantes sont signataires de cette Convention.

3. L'arbitrage s'appuyera sur :

les dispositions du présent Accord et d'autres Accords spécifiques conclus entre les Parties Contractantes;

les règles et les principes de Droit International universellement reconnus ;

le droit national de la Partie Contractante, sur le territoire de laquelle l'investissement a été réalisé, y compris les règles relatives aux conflits de lois.

4. Les décisions du tribunal arbitral sont définitives et s'imposent aux parties en conflit. Chacune des Parties Contractantes s'engage à exécuter les décisions en conformité avec ses propres lois.

Article 12. Dispositions Finales

1. Le présent Accord entrera en vigueur le jour où les Parties Contractantes se seront notifiées mutuellement l'accomplissement des procédures constitutionnelles internes requises pour son entrée en vigueur.

Il restera en vigueur pour une période de dix (10) ans à partir de cette date et sera renouvelable par tacite reconduction, par périodes consécutives de deux ans.

L'une ou l'autre des Parties Contractantes peut dénoncer par voie diplomatique le présent Accord par écrit six mois avant la date de son expiration.

2. En cas de dénonciation, les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui restent appliqués pour une période de dix ans à compter de cette date.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Parties Contractantes ont signé le présent Accord.

Fait en deux exemplaires en langues Espagnole et Française, tous les textes faisant également foi, à Madrid le 2 mars 1995

Pour Le Royaume d'Espagne :

JAVIER SOLANA MADARIAGA
Ministre des Affaires Etrangères

Pour la République Gabonaise :

CASIMIR OYE MBA
Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO

PARA LA PROMOCION Y PROTECCION RECIPROCA DE INVERSIONES

ENTRE

EL REINO DE ESPAÑA

Y

LA REPUBLICA GABONESA

**ACUERDO
PARA LA PROMOCION Y PROTECCION RECIPROCA DE INVERSIONES
ENTRE
EL REINO DE ESPAÑA Y LA REPUBLICA GABONESA**

El Reino de España y la República Gabonesa, en adelante "las Partes Contratantes",

Deseando desarrollar e intensificar la cooperación económica en beneficio recíproco de ambos países,

Proponiéndose crear condiciones favorables para las inversiones de inversores de cada una de las Partes Contratantes en el territorio de la otra,

Y

Reconociendo que un Acuerdo para la Promoción y Protección Recíproca de Inversiones sirve para estimular la iniciativa económica,

Han convenido lo siguiente:

ARTICULO 1
DEFINICIONES

A los efectos del presente Acuerdo,

1.- El término "inversor" designa, con relación a cada una de las Partes Contratantes:

a) toda persona física que tenga la nacionalidad de una de las Partes Contratantes con arreglo a sus leyes relativas a la nacionalidad;

b) toda persona jurídica, incluidas las sociedades o asociaciones de compañías y cualquier otra organización mercantil constituida según el derecho de una de las Partes Contratantes y que tenga su sede social en el territorio de esta Parte Contratante;

y que efectúe inversiones en el territorio de la otra Parte Contratante.

2.- El término "inversión" designa todo tipo de activos, incluidos los bienes y derechos de toda naturaleza, adquiridos o invertidos en el país receptor de la inversión.

En particular, pero no exclusivamente, se consideran inversiones:

a) acciones y otras formas de participación en sociedades;

b) derechos derivados de todo tipo de aportaciones realizadas con el propósito de crear valor económico, incluidos todos aquellos préstamos concedidos con este fin;

c) bienes muebles e inmuebles, así como otros derechos tales como hipotecas, derechos de prenda, usufructos, etc...

d) derechos de la propiedad intelectual, patentes de invención, marcas comerciales, licencias y cualquier otro derecho incorporal similar;

e) derechos para realizar actividades económicas o comerciales otorgados por la ley o en virtud de un contrato, en particular los derechos relacionados con la prospección, cultivo, extracción o explotación de recursos naturales.

Cualquier cambio en la forma en que estén invertidos o reinvertidos los activos no afectará su carácter de inversión.

3.- El término "rentas" se refiere a los ingresos derivados de una inversión de acuerdo con la definición contenida en el punto anterior e incluye, en particular, aunque no exclusivamente, beneficios, dividendos, intereses, ganancias de capital, cánones por derechos de propiedad intelectual y remuneraciones por prestación de servicios de gestión o asistencia técnica.

4.- El término "territorio" designa el territorio delimitado por las fronteras terrestres, aéreas y marítimas de cada una de las Partes Contratantes, incluidas la zona económica exclusiva y la plataforma continental que se extiende fuera del límite del mar territorial de cada una de las Partes Contratantes sobre las cuales éstas tienen, de acuerdo con el Derecho Internacional, derechos soberanos y jurisdiccionales a efectos de explotación, exploración y preservación de recursos naturales.

ARTICULO 2 PROMOCION Y ADMISION

1.- Cada Parte Contratante se compromete a promover la realización de inversiones en su territorio por inversores de la otra Parte Contratante. Estas inversiones se admitirán de acuerdo con la legislación en vigor.

2.- Con la finalidad de incrementar los flujos de inversión, ambas Partes Contratantes, a petición de cualquiera de ellas, se informarán mutuamente de las oportunidades de inversión en sus respectivos territorios.

3.- Cada Parte Contratante concederá las autorizaciones necesarias en relación con estas inversiones y permitirá, en el marco de su legislación, la ejecución de contratos laborales, de licencia de fabricación, asistencia técnica, comercial, financiera y administrativa.

4.- Cada Parte Contratante otorgará, de acuerdo con su legislación, las autorizaciones requeridas en relación con las actividades de consultores o expertos contratados por inversores de la otra Parte Contratante.

5.- El presente Acuerdo se aplicará igualmente a las inversiones efectuadas antes de la entrada en vigor del mismo por los inversores de una Parte Contratante en el territorio de la otra.

**ARTICULO 3
PROTECCION**

1.- Cada Parte Contratante se compromete a proteger en su territorio las rentas de inversión y las inversiones de los inversores de la otra Parte Contratante. Ninguna de las Partes Contratantes obstaculizará, mediante medidas injustificadas o discriminatorias, la gestión, el desarrollo, el mantenimiento, la utilización, la extensión, la venta o, en su caso, la liquidación de tales inversiones.

2.- Cada Parte Contratante cumplirá cualquier obligación contraída en relación a las inversiones realizadas por inversores de la otra Parte Contratante.

ARTICULO 4

CLAUSULA DE NACION MAS FAVORECIDA Y TRATAMIENTO NACIONAL

1.- Cada Parte Contratante garantizará en su territorio un tratamiento justo y equitativo a las inversiones de inversores de la otra Parte Contratante, conforme al Derecho Internacional.

2.- Este tratamiento no será menos favorable que el otorgado, en circunstancias similares, a los inversores de terceros países.

3.- Las disposiciones relativas a la cláusula de Nación más Favorecida no obligarán, en modo alguno, a las Partes Contratantes a conceder a las inversiones de la otra Parte Contratante las ventajas de cualquier tratamiento, preferencia o privilegio otorgado en virtud de obligaciones contraídas en el marco de:

a) su participación o asociación en una zona de libre cambio, una unión aduanera, un mercado común o cualquier otra organización económica internacional.

b) un convenio para evitar la doble imposición o de cualquier otro convenio en materia de tributación.

4.- Con las excepciones específicamente reservadas, a través de disposiciones legales, a sus inversores nacionales, cada Parte Contratante aplicará a las inversiones de los inversores de la otra Parte Contratante un tratamiento no menos favorable que el otorgado a sus propios inversores.

ARTICULO 5

INDEMNIZACION EN CASO DE NACIONALIZACION O EXPROPIACION

1. La nacionalización, expropiación o cualquier otra medida de la misma naturaleza (en adelante "expropiación") que pueda

ser adoptada por las autoridades de una Parte Contratante contra las inversiones realizadas en su territorio por inversores de la otra Parte Contratante, se aplicará exclusivamente por razones de utilidad pública, conforme a las disposiciones legales, en ningún caso será discriminatoria y estará acompañada del pago al inversor o a su derecho-habiente de una compensación pronta, justa y efectiva.

2. La compensación será equivalente al valor comercial que la inversión tenga inmediatamente antes del momento de la expropiación o antes de que la expropiación sea de conocimiento público. La compensación se abonará sin demora, en moneda convertible y será efectivamente realizable y libremente transferible.

3. El inversor afectado tendrá derecho, de acuerdo con la legislación vigente de la Parte Contratante que realice la expropiación, a la pronta revisión de su caso por parte de la autoridad judicial u otra autoridad competente de dicha Parte Contratante, para determinar si la expropiación y el monto de la indemnización se han adoptado de acuerdo con los principios establecidos en este Artículo.

4.- Si una Parte Contratante expropia los activos de una empresa constituida o creada de acuerdo con la ley vigente en cualquier parte de su territorio, en la que existan participaciones o acciones de inversores de la otra Parte Contratante, debe asegurar que las disposiciones recogidas en el presente Artículo se apliquen de manera que se asegure a los inversores de la otra Parte Contratante el pago de una indemnización adecuada y efectiva conforme a los principios de Derecho Internacional. El montante de las indemnizaciones se corresponderá al valor real que las inversiones concernientes tengan la víspera del día en que las medidas se adopten o sean de conocimiento público.

ARTICULO 6
INDEMNIZACION EN CASO DE PERDIDAS

Los inversores de una Parte Contratante cuyas inversiones o rentas de inversión en el territorio de la otra Parte Contratante sufran pérdidas debidas a guerra u otro conflicto armado, estado de emergencia nacional, revuelta, insurrección u otra circunstancia similar, incluidas pérdidas ocasionadas por requisas, se beneficiarán, a título de restitución, indemnización, compensación u otro acuerdo, de un tratamiento no menos favorable que aquél que la última Parte Contratante conceda a sus propios inversores o a los inversores de cualquier tercer Estado. Cualquier pago hecho de acuerdo con este Artículo será justo, efectivo y libremente transferible.

ARTICULO 7
TRANSFERENCIA

1.- En lo que concierne a las inversiones realizadas en su territorio, cada Parte Contratante garantizará a los inversores de la otra Parte Contratante la libre transferencia de los pagos relacionados con sus inversiones y rentas de inversión y en particular, pero no exclusivamente, los siguientes:

- a) las rentas de inversión, tal y como han sido definidas en el Artículo 1;
- b) las indemnizaciones previstas en los Artículos 5 y 6;
- c) el producto de la venta o liquidación, total o parcial de las inversiones;
- d) las sumas necesarias para el reembolso de préstamos vinculados a una inversión;
- e) los fondos relativos al mantenimiento o desarrollo de la inversión, tales como los fondos necesarios para la compra de materias primas y auxiliares, productos manufacturados o semimanufacturados o para la sustitución del activo inmovilizado;

sustitución del activo inmovilizado;

f) los salarios y demás remuneraciones recibidas por los ciudadanos de una cualquiera de las Partes Contratantes por el trabajo o los servicios realizados en la otra Parte Contratante en relación con una inversión.

2.- La Parte Contratante receptora de la inversión garantizará al inversor de la otra Parte Contratante, o a la sociedad en la que participa, el acceso al mercado de divisas en forma no discriminatoria, a fin de adquirir las divisas necesarias para realizar las posibles transferencias de acuerdo con el presente Artículo.

3.- Las transferencias a las que se refiere el presente Artículo se realizarán en moneda libremente convertible y de acuerdo con la legislación fiscal en vigor en el territorio de la Parte Contratante receptora de la inversión.

4.- Las Partes Contratantes se comprometen a facilitar los procedimientos necesarios para efectuar dichas transferencias sin demora, de acuerdo con las prácticas de los centros financieros internacionales.

5.- Las Partes Contratantes aceptan otorgar a las transferencias a que se refiere el presente Artículo un tratamiento no menos favorable que el concedido a las transferencias relativas a las inversiones de inversores de cualquier tercer Estado.

ARTICULO 8 CONDICIONES MAS FAVORABLES

1. Cuando las obligaciones de Derecho Internacional existentes o a punto de ser concluidas por una de las Partes Contratantes, al margen del presente Acuerdo, contengan una cláusula de carácter general o específica que permita a las inversiones de los inversores de la otra Parte Contratante

beneficiarse de un tratamiento más favorable que el previsto por el presente Acuerdo, dicha cláusula deberá, en la medida que sea más ventajosa, prevalecer sobre el presente Acuerdo.

2. Las condiciones más favorables que las del presente Acuerdo que hayan sido convenidas entre una de las Partes Contratantes y los inversores de la otra Parte Contratante no se verán afectadas en modo alguno por el presente Acuerdo.

**ARTICULO 9
SUBROGACION**

1. Cuando un inversor de una de las Partes Contratantes reciba de su Estado de origen o de uno de sus organismos aseguradores indemnizaciones pagadas en virtud de una póliza de seguro previamente contratada, la otra Parte Contratante reconocerá la subrogación del asegurador en los derechos del inversor indemnizado.

2. Los derechos y acciones así transferidos se limitarán al montante de las indemnizaciones pagadas al inversor por su país de origen y cubrirán riesgos no comerciales.

3. En lo que concierne a los derechos de propiedad, uso o cualquier otro derecho real, la subrogación se producirá de acuerdo con la legislación vigente de la Parte Contratante donde se realizó la inversión.

**ARTICULO 10
SOLUCION DE CONTROVERSIAS ENTRE LAS PARTES CONTRATANTES**

1. Cualquier controversia entre las Partes Contratantes referente a la interpretación o aplicación del presente Acuerdo será resuelta, en la medida de lo posible, por vía diplomática.

2. Si las Partes Contratantes no llegaran a un acuerdo

amigable en el plazo de seis meses a contar desde el inicio de las negociaciones, la controversia será sometida, a petición de cualquiera de las dos Partes Contratantes, a un tribunal de arbitraje.

3. El tribunal de arbitraje se constituirá del siguiente modo: cada Parte Contratante designará un árbitro y estos dos árbitros elegirán a un ciudadano de un tercer Estado como Presidente. Los dos árbitros serán designados en el plazo de tres meses y el Presidente en el plazo de cinco meses desde la fecha en que una de las Partes Contratantes hubiera notificado a la otra Parte Contratante su intención de someter el conflicto a un tribunal de arbitraje.

4. Si, dentro de los plazos previstos en el apartado 3 de este Artículo, los miembros del tribunal arbitral no se hubieran designado, cualquiera de las Partes Contratantes podrá, en ausencia de otro acuerdo, invitar al Presidente de la Corte Internacional de Justicia a realizar las designaciones. Si el Presidente de la Corte Internacional de Justicia no pudiera desempeñar dicha función o fuera nacional de cualquiera de las Partes Contratantes, se invitará al Vicepresidente de la Corte Internacional de Justicia para que efectúe las designaciones pertinentes. Si el Vicepresidente no pudiera desempeñar dicha función o fuera nacional de cualquiera de las Partes Contratantes las designaciones serán efectuadas por el miembro de la Corte Internacional de Justicia que le siga en antigüedad que no sea nacional de ninguna de las Partes Contratantes.

5. El tribunal de arbitraje emitirá su dictamen sobre la base de respeto a la ley, a las normas contenidas en el presente Acuerdo o en otros Acuerdos vigentes entre las Partes Contratantes, y sobre los principios universalmente reconocidos de Derecho Internacional.

6. A menos que las Partes Contratantes lo decidan de otro

modo, el tribunal establecerá su propio procedimiento.

7. El tribunal adoptará su decisión por mayoría de votos y aquella será definitiva y vinculante para ambas Partes Contratantes.

8. Cada Parte Contratante correrá con los gastos del árbitro por ella designado y los relacionados con su representación en los procedimientos arbitrales. Los demás gastos, incluidos los del Presidente, serán sufragados equitativamente por ambas Partes Contratantes.

ARTICULO 11
CONTROVERSIAS ENTRE UNA PARTE CONTRATANTE E INVERSORES
DE LA OTRA PARTE CONTRATANTE.

1.- Toda controversia relativa a las inversiones que surja entre una de las Partes Contratantes y un inversor de la otra Parte Contratante será notificada por escrito, incluyendo una información detallada, por el inversor a la Parte Contratante receptora de la inversión. En la medida de lo posible, estas diferencias se deberán solucionar mediante un acuerdo amistoso.

2.- Si la controversia no pudiera ser resuelta de esta forma en un plazo de seis meses a contar desde la fecha de su notificación escrita mencionada en el párrafo 1, será sometida a elección del inversor:

- a) a los tribunales competentes de la Parte Contratante en cuyo territorio se realizó la inversión;
- b) a un tribunal ad hoc establecido de acuerdo con el Reglamento de Arbitraje de la Comisión de las Naciones Unidas para el Derecho Comercial Internacional;
- c) al Centro Internacional de Arreglo de Diferencias Relativas a Inversiones (C.I.A.D.I.) creado por el "Convenio sobre el arreglo de diferencias relativas a

inversiones entre Estados y Nacionales de Otros Estados", abierto a la firma en Washington el 18 de Marzo de 1965, cuando cada Estado parte en el presente Acuerdo se haya adherido a aquél.

3.- El arbitraje se basará en:

- las disposiciones del presente Acuerdo y las de otros acuerdos específicos concluidos entre las Partes Contratantes;
- las reglas y los principios universalmente reconocidos de Derecho Internacional;
- el derecho nacional de la Parte Contratante en cuyo territorio se ha realizado la inversión, incluidas las reglas relativas a los conflictos de Ley.

4.- Las decisiones arbitrales serán definitivas y vinculantes para las partes en la controversia. Cada Parte Contratante se compromete a ejecutar las sentencias de acuerdo con su legislación nacional.

ARTICULO 12 DISPOSICIONES FINALES

1.- El presente Acuerdo entrará en vigor el día en que las Partes Contratantes se hayan notificado mutuamente el cumplimiento de los procedimientos constitucionales internos requeridos para su entrada en vigor.

Permanecerá en vigor por un período inicial de diez años a partir del cual se renovará, por tácita reconducción, por períodos consecutivos de dos años.

Cualquiera de las Partes Contratantes podrá denunciar por vía diplomática el presente Acuerdo por escrito, seis meses antes de la fecha de su expiración.

2.- En caso de denuncia, las disposiciones previstas en el presente Acuerdo seguirán aplicándose durante un período de

diez años a las inversiones efectuadas antes de su
expiración.

En fe de lo cual, los respectivos plenipotenciarios firman el
presente Acuerdo.

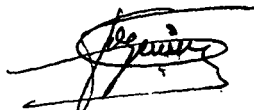
Hecho en dos ejemplares en lengua española y francesa,
que hacen igualmente fe, en Madrid a 2 de marzo de 1995.

POR EL REINO DE ESPAÑA
"a.r."

POR LA REPUBLICA GABONESA



Javier Solana Madariaga
Ministro de Asuntos
Exteriores



Casimir Oye Mba
Ministro de Estado, Ministro
de Asuntos Exteriores

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF SPAIN AND THE GABONESE REPUBLIC FOR THE PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS

The Kingdom of Spain and the Gabonese Republic, hereinafter "the Contracting Parties",

Desiring to develop and intensify their economic cooperation for the mutual benefit of both countries,

Intending to create favourable conditions for investments made by investors of either Contracting Party in the territory of the other Party, and

Recognizing that an agreement for the promotion and protection of investments will stimulate economic initiatives,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement,

1. In respect of each Contracting Party, the term "investor" means:

(a) Any physical person who possesses the nationality of one Contracting Party pursuant to its laws on nationality;

(b) Any juridical person, including companies or groups of companies and any other commercial organization constituted in accordance with the law of one of the Contracting Parties, which has its principal place of business in the territory of that Contracting Party;

Who makes investments in the territory of the other Contracting Party.

2. The term "investments" means any kind of assets, including property and rights of any kind, acquired or invested in the country receiving the investment. In particular, although not exclusively, the following shall be considered investments:

(a) Shares and other forms of participation in companies;

(b) Rights arising from any kind of contribution made for the purpose of creating economic value, including any loans made for this purpose;

(c) Movable and immovable property and any other real rights such as mortgages, sureties, usufructs and similar rights;

(d) Intellectual property rights, invention patents, trademarks, licences and any other similar incorporeal rights;

(e) Rights to engage in economic and commercial activities granted by law or under a contract, in particular, rights connected with the exploration, cultivation, mining or development of natural resources.

Any alteration of the form in which assets are invested or reinvested shall not affect their classification as an investment.

3. The term "investment income" means the income arising from an investment in accordance with the definition contained in the preceding paragraph and including in particular, although not exclusively, profits, dividends, interest, capital gains, royalties from intellectual property rights and reimbursements for the provision of management or technical assistance services.

4. The term "territory" means the territory delimited by the land, air and sea boundaries of each Contracting Party, including the exclusive economic zone and the continental shelf beyond the limits of the territorial sea of each Contracting Party over which it has, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of development, exploration or conservation of natural resources.

Article 2. Promotion and acceptance

1. Each Contracting Party undertakes to promote in its territory investments of investors of the other Contracting Party. Such investments shall be accepted in accordance with the legislation in force.

2. In order to increase investment flows, the two Contracting Parties shall, at the request of either of them, inform each other of investment opportunities in their territories.

3. Each Contracting Party shall grant the requisite permits in connection with such investments and, within the framework of its legislation, shall permit the execution of labour contracts and contracts concerning manufacturing licences or technical, commercial, financial or administrative assistance.

4. Each Contracting Party shall, in accordance with its legislation, grant the requisite permits in connection with the activities of consultants or experts engaged by investors of the other Contracting Party.

5. This Agreement shall also apply to investments made before its entry into force by investors of one Contracting Party in the territory of the other Party.

Article 3. Protection

1. Each Contracting Party undertakes to protect investment returns and investments made in its territory by investors of the other Contracting Party. Neither Contracting Party shall obstruct by arbitrary or discriminatory means the management, development, maintenance, use, extension, sale or, where appropriate, liquidation of such investments.

2. Each Contracting Party shall fulfil any obligations contracted in connection with the investments made by investors of the other Contracting Party.

Article 4. Most-favoured -nation and national treatment clause

1. Each Contracting Party shall guarantee in its territory fair and equitable treatment, in accordance with international law, of investments made by investors of the other Contracting Party.

2. Such treatment shall be no less favourable than the treatment accorded under similar circumstances to investors of third States.

3. The provisions relating to the most-favoured-nation clause shall not obligate the Contracting Parties to grant to investments of the other Contracting Party the benefits of any treatment, preference or privilege granted by virtue of obligations contracted in the framework of:

(a) Their participation in or membership of a free trade zone, customs union, common market or any other international economic organization;

(b) A double-taxation agreement or any other tax agreement.

4. With the exceptions reserved, through legal provisions, for its national investors, each Contracting Party shall apply to the investments of investors of the other Contracting Party treatment no less favourable than the treatment accorded to its own investors.

Article 5. Compensation for nationalization or expropriation

1. Nationalization, expropriation or any other measure of a similar type (hereinafter referred to as "expropriation") that may be adopted by the authorities of one Contracting Party against investments made in its territory by investors of the other Contracting Party shall be taken exclusively for reasons of the public interest, in accordance with legal provisions and in a non-discriminatory manner, and shall be accompanied by payment to the investor or his assignee of prompt, fair and effective compensation.

2. The compensation shall be equal to the market value of the investment immediately before the expropriation occurred or after it was made public. The compensation shall be paid without delay in convertible currency and shall be effectively realizable and freely transferable.

3. The affected investor shall be entitled, in accordance with the legislation in force of the Contracting Party which effects the expropriation, to a prompt review of his case by a judicial authority or other competent authority of that Contracting Party in order to determine whether the expropriation and the amount of compensation were in accordance with the principles laid down in this article.

4. If a Contracting Party expropriates the assets of a company constituted or established in accordance with the law in force in any part of its territory, in which investors of the other Contracting Party have participations or shares, it must ensure that the provisions of this article are applied in such a way as to guarantee to the investors of the other Contracting Party the payment of appropriate and effective compensation in accordance with the principles of international law. The amount of compensation shall be equal to the market value of the investments concerned on the day before the measures were taken or made public.

Article 6. Compensation for losses

Investors of one Contracting Party whose investments or returns in the territory of the other Contracting Party suffer losses owing to war, other armed conflicts, a state of national emergency, rebellion or riot, or other similar circumstances, including losses caused by requisitioning, shall receive, by way of restitution, indemnification, compensation or other settlement, treatment no less favourable than the treatment which that other Contracting Party

grants to its own investors or the investors of any third State. Any payment made in accordance with this article shall be fair, effective and freely transferable.

Article 7. Transfer

1. Each Contracting Party shall guarantee to investors of the other Contracting Party, in respect of investments made in its territory, unrestricted transfer of payments in connection with such investments and returns and in particular, but not exclusively, the following payments:

- (a) Investment income as defined in article 1;
- (b) Compensation under articles 5 and 6;
- (c) Proceeds from the sale or total or partial liquidation of investments;
- (d) Sums required for the repayment of loans connected with an investment;
- (e) Funds connected with the maintenance or development of the investment, such as funds required for the purchase of raw materials or secondary materials or finished or semi-manufactured goods, or for the replacement of capital goods;
- (f) Wages, salaries and other remuneration received by nationals of either of the Contracting Parties for work or services performed in connection with an investment in the other Contracting Party.

2. The Contracting Party receiving the investment shall guarantee to investors of the other Contracting Party or to the company in which they have invested, in a non-discriminatory manner, access to the foreign exchange market in order to acquire the necessary foreign exchange for making any transfers in accordance with this article.

3. The transfers referred to in this article shall be made in freely convertible currency in accordance with the tax laws in force in the territory of the Contracting Party receiving the investment.

4. The Contracting Parties undertake to facilitate, when necessary, the procedures for making such transfers without delay, in accordance with the practices of international financial centres.

5. The Contracting Parties agree to accord to the transfers referred to in this article treatment no less favourable than the treatment accorded to transfers originated by investors of any third State.

Article 8. More favourable terms

1. If obligations existing or about to be contracted by one of the Contracting Parties under international law, not connected with this Agreement, contain a general or special clause which permits investments of investors of the other Contracting Party to be accorded more favourable treatment than the treatment provided for in this Agreement, such clause shall prevail over this Agreement to the extent that it is more favourable.

2. Any terms more favourable than the terms contained in this Agreement which may be agreed upon by one Contracting Party with investors of the other Contracting Party shall not be affected by this Agreement.

Article 9. Substitution

1. If an investor of one of the Contracting Parties receives from his State of origin or from one of his insurance entities compensation paid under a previously contracted insurance policy, the other Contracting Party shall accept the substitution of the insurer in respect of the economic rights of the compensated investor.

2. The economic rights and shares transferred in this way shall be limited to the amount of the compensation paid to the investor by his State of origin and shall cover non-commercial risks.

3. With regard to property rights, right of use or any other real rights, such substitution may take place only in accordance with the legislation in force in the Contracting Party in which the investment was made.

Article 10. Settlement of disputes between the Contracting Parties

1. Any dispute between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall be settled, as far as possible, through the diplomatic channel.

2. If the Contracting Parties do not arrive at an amicable agreement within six months from the start of the negotiations, the dispute shall be submitted, at the request of either of the two Contracting Parties, to a court of arbitration.

3. The court of arbitration shall be constituted as follows: each Contracting Party shall appoint an arbitrator, and these two arbitrators shall choose a national of a third State as president. The two arbitrators shall be appointed within a time limit of three months and the president within a time limit of five months from the date on which either Contracting Party informs the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to a court of arbitration.

4. If the members of the court of arbitration have not been appointed within the time limits provided for in paragraph 3 of this article, either Contracting Party may, in the absence of another agreement, invite the President of the International Court of Justice to make the appointments. If the President of the International Court of Justice cannot perform the said function or is a national of either Contracting Party, the Vice-President of the Court shall be invited to make the appointments in question. If the Vice-President of the Court cannot perform the said function or is a national of either Contracting Party, the appointments shall be made by the most senior member of the Court who is not a national of either Contracting Party.

5. The court of arbitration shall make its award on the basis of the rule of law, the rules contained in this Agreement or in other agreements in force between the Contracting Parties, and in accordance with the universally recognized principles of international law.

6. Unless the Contracting Parties decide otherwise, the court shall establish its own procedures.

7. The court shall make its award by a majority vote, and the award shall be final and binding on both Contracting Parties.

8. Each Contracting Party shall pay the expenses of the arbitrator appointed by it and the costs of its representation in the arbitral proceedings. The other expenses, including those of the president, shall be borne equally by the two Contracting Parties.

Article 11. Disputes between a Contracting Party and investors of the other Contracting Party

1. Any dispute relating to investments which may arise between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party shall be notified in writing, including detailed information, by the investor to the Contracting Party receiving the investment. As far as possible, these differences shall be settled by amicable agreement.

2. If the dispute cannot be settled in this way within a time limit of six months from the date of the written notification referred to in paragraph 1, it shall be submitted, at the investor's choice:

(a) To the competent courts of the Contracting Party in whose territory the investment was made;

(b) To an ad hoc court of arbitration established under the Arbitration Rules of Procedure of the United Nations Commission on International Trade Law;

(c) To the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID) established under the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, which was opened for signature in Washington on 18 March 1965, provided that both States parties to this Agreement have acceded to the Convention.

3. The arbitration shall be based on:

(a) The provisions of this Agreement and the other special agreements concluded between the Contracting Parties;

(b) The rules and universally recognized principles of international law;

(c) The national law of the Contracting Party in whose territory the investment was made, including the rules on conflicts of law.

4. Arbitral awards shall be final and binding on the parties to the dispute. Each Contracting Party undertakes to enforce the awards in accordance with its national legislation.

Article 12. Final provisions

1. This Agreement shall enter into force on the date on which the Contracting Parties have notified each other of the completion of the domestic constitutional formalities required for its entry into force.

It shall remain in force for an initial period of 10 years and shall be automatically renewed for consecutive periods of 2 years.

Either Contracting Party may terminate this Agreement in writing through the diplomatic channel six months before the date of its expiry.

2. In the event of termination, the provisions provided for in this Agreement shall continue to be applied for a period of 10 years to investments made before its expiry.

IN WITNESS WHEREOF, the respective plenipotentiaries have signed this Agreement.

DONE in two copies in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic, at Madrid on 2 March 1995.

For the Kingdom of Spain a.r.:

JAVIER SOLANA MADARIAGA
Minister for Foreign Affairs

For the Gabonese Republic:

CASIMIR OYE MBA
Minister of State, Minister for Foreign Affairs

